LA COUR DES COMPTES DRESSE LE CONSTAT DE LA LUTTE ANTI-CONTREFAÇON A L'ASSEMBLEE NATIONALE

L'Union des Fabricants (Unifab), association de promotion et de défense du droit de la propriété intellectuelle qui regroupe plus de 200 entreprises et fédérations professionnelles issues de tous les secteurs d'activité, **se réjouit de la divulgation d'un rapport qui fait état des atteintes aux droits de propriété intellectuelle en France et préconise 11 mesures phares à mettre en place.**

Ce fléau, qui **représente 3.3% du commerce mondiale**, se chiffre à **509 milliards de dollars** et **touche 6.8% des importations** européennes, est à l'origine de **lourdes pertes fiscales (16.3 milliard d'euros par an)** pour les Etats, de **suppressions massives d'emplois (environ 700 mille au niveau européen)** et **d'atteintes à la santé et la sécurité des consommateurs.**

De nombreux facteurs favorisent l'augmentation du trafic de contrefaçon, notamment : **la libéralisation des échanges mondiaux, l'essor des zones de libre-échange, le développement de nouvelles routes commerciales, l'explosion du e-commerce et la multiplication des petits colis. Les nouvelles techniques d'assemblage usitées par les contrefacteurs**, comme par exemple, l'assemblage du faux produit dans le pays de mise sur le marché rendent encore plus complexe la lutte contre ce fléau.

Ce pré-rapport de la Cour des Comptes, qui **permettra aux Députés Christophe Blanchet et Pierre-Yves Bournazel de poursuivre ces réflexions**, démontre avec brio les disparités et le manque d'harmonisation des dispositifs de lutte contre les faux produits au sein de l'Union Européenne.

Les recommandations formulées en clôture de ce rapport prévoient principalement : **une amélioration de la coopération internationale et européenne, la révision de la responsabilité des plateformes, une meilleure quantification de l'impact de la contrefaçon en France, la coordination des autorités françaises (avec la création d'un groupe interministériel), le renforcement de la protection du consommateur, l'adaptation du système juridique, etc...**

« Nous nous devons de féliciter cette initiative, à laquelle l'Unifab a apporté sa contribution, notamment par le biais de communication d'éléments nécessaires à une compréhension globale des effets et conséquences de la contrefaçon à l'heure actuelle. Je tiens à saluer ce remarquable travail d'investigation, accompli par les équipes de la Cour des Comptes. Ce pré-rapport aidera, j'en suis certain, à créer une prise de conscience collective quant aux mesures à adopter pour une meilleure lutte contre la contrefaçon et permettra aux Députés Blanchet et Bournazel, de poursuivre ce travail ambitieux. » déclare Christian Peugeot, Président de l'Unifab.

Pour télécharger le rapport complet : cliquez [ICI](#)